



LAMPEDUSA Les cercueils alignés dans le hall d'aéroport de la petite île. Le naufrage du 3 octobre dernier a fait au moins 363 victimes.

LE COÛT MORTEL DU CONTRÔLE ACCRU DES FRONTIÈRES

ANALYSE. Un renforcement des contrôles douaniers en Europe ne réduira pas le risque d'une catastrophe comme celle de Lampedusa. Elle ne fera que l'augmenter. Il faut trouver de vraies solutions en modifiant la politique d'asile européenne.

HEIN DE HAAS

Au large de Lampedusa, le 3 octobre dernier, des centaines de réfugiés et de migrants perdaient la vie. Un drame qui a incité gouvernements et organisations internationales à réclamer à grands cris une «action ferme contre le trafic d'êtres humains». Réaction standard à chaque fois qu'une tragédie similaire se produit devant les côtes méridionales de l'Europe. Pourtant, la logique de ces réactions ne

fait qu'inverser la causalité de ce genre d'événements: c'est justement le renforcement des contrôles aux frontières qui oblige les migrants à prendre des itinéraires plus dangereux et qui les rend de plus en plus dépendants des trafiquants d'êtres humains pour franchir ces frontières.

Tant qu'il ne se développera pas un plus grand nombre de voies d'immigration légales et tant qu'il sera refusé aux réfugiés l'accès aux procédures de demande d'asile, la majeure par-

tie de cette migration continuera à se dérouler dans l'illégalité. D'autant qu'elle est surtout alimentée par la demande constante en main-d'œuvre bon marché dans l'agriculture ainsi que, notamment, dans le secteur des services. Et qu'une proportion de cette migration, importante, est constituée de personnes qui fuient la violence des conflits de leur pays d'origine.

Des mesures aux effets inattendus. Comme il est quasiment impossible de fermer les

côtes étendues de la Méditerranée, les contrôles aux frontières ont alors, en grande partie, manqué leur but. Dans les années 90, on avait accru les contrôles dans le détroit de Gibraltar, sans réussir à arrêter l'immigration. Les itinéraires de migration africains par voie terrestre se sont ainsi déplacés au cours de la première décennie du XXI^e siècle vers l'Est et le Sud.

Ce qui a eu pour conséquence une extension de la zone que les pays de l'UE doivent contrôler dans leur «lutte» contre l'immigration clandestine. Cette zone comprend désormais toute la côte nord-africaine et différents endroits sur la côte ouest de l'Afrique d'où les réfugiés font route vers les îles Canaries.

Alors que des fortunes ont été investies pendant deux décennies dans les contrôles aux frontières, que de plus en plus d'argent a été versé à Frontex (l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures), cela n'a pas pour autant stoppé les migrations.



FRONTIÈRE TURCO-GRECQUE Les troupes de Frontex à l'œuvre. L'accès à l'Europe par les voies terrestres se compliquant, les réfugiés se jettent à la mer.

Depuis 1988, au moins 19 000 personnes ont péri – et il ne s'agit là que des morts qu'on a trouvés. Aussi, il est particulièrement préoccupant que ladite «lutte contre l'immigration illégale» ait abouti au fait que des personnes qui fuient les conflits violents et la persécution dans des pays tels que la Syrie, la Somalie et l'Erythrée se voient refuser l'accès aux procédures de demande d'asile.

La réémigration mise sous pression. Cette «lutte contre l'immigration illégale» dans la zone méditerranéenne présente beaucoup de similitudes avec la situation le long de la frontière américano-mexicaine. De nombreuses études de chercheurs américains ont en effet démontré que l'accroissement des contrôles, extrêmement coûteux, aux frontières et la construction de murs entre les Etats-Unis et le Mexique n'ont pas stoppé les migrations, mais que, là aussi, les flux migratoires se sont déplacés vers des itinéraires plus longs et plus dangereux à

travers le désert, que les migrants sont devenus plus dépendants des trafiquants. Et que le nombre de morts a également augmenté. Ces contrôles aux frontières et ces restrictions sur l'immigration ont encore eu un effet involontaire: ils empêchent la circulation des immigrants entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil.

Le vrai scandale réside cependant dans le fait que les gouvernements et les agences chargées de gérer les migrations comme Frontex profitent impudemment de tragédies comme la catastrophe de Lampedusa pour investir toujours plus d'argent dans «la lutte contre l'immigration illégale». Ce qui ne fera qu'accroître la dépendance au trafic d'êtres humains, même en Europe, réduire l'accès à la protection et augmenter le nombre de morts. Dès

lors, une politique qui vise à «lutter contre l'immigration clandestine» est condamnée à échouer, car les mesures qui sont prises sont justement la cause du phénomène qu'elles prétendent «combattre».

PROFIL



HEIN DE HAAS
Ce scientifique est co-directeur de l'Institut des migrations internationales (IMI) du Département du développement international et de l'Université d'Oxford.

Modifier le règlement Dublin. Il est donc nécessaire que les gouvernements européens prennent leurs responsabilités. Cela signifie qu'ils doivent arrêter de verser des larmes de crocodile sur la mort de migrants et de réfugiés aux frontières extérieures de l'Europe pour décider ensuite de consacrer davantage d'argent pour rendre encore et toujours plus stricts les contrôles aux frontières.

Non seulement les milliards dépensés depuis plus de deux décennies pour ces contrôles n'ont pas réussi à stopper l'immigration, mais, en plus, l'Europe se rend ainsi complice de

la mort de ces milliers de migrants et réfugiés. La responsabilité des gouvernements européens consiste à donner aux réfugiés l'accès aux procédures de demande d'asile au lieu de les pousser vers la mort. Par exemple, ils doivent modifier le règlement Dublin. Un règlement qui contraint les réfugiés à ne déposer une demande d'asile que dans le premier pays d'arrivée. La révision de ce système permettrait de créer la possibilité de demander l'asile dans d'autres pays européens. Certes, il faut rappeler aux pays d'Europe du Sud leurs responsabilités pour que les migrants et les réfugiés soient accueillis dans des conditions décentes. Mais, en ce qui concerne les gouvernements d'Europe du Nord, seule leur bonne volonté d'accueillir également des réfugiés serait un geste de solidarité digne de foi. Encore plus de répression serait une voie funeste et fatale. ◻

Vous pouvez consulter cet article dans dix langues sur Presseurop.eu.

Lire également le blog «Le dessous des cartes» de Cesla Amarelle sur notre site ou en page 37.